

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Sarkozy candidat au bazooka contres les droits du travail et contre les salaires

- Politique -

Date de mise en ligne : dimanche 29 janvier 2012

Démocratie & Socialisme

En fait, dans sa conférence répercutée sur 8 chaînes de télévision, la duplicité de Sarkozy a été violente et totale, il a tenté en tant que président d'imposer de force, par la loi et avant l'élection, le programme qu'il veut défendre comme candidat.

Le coeur de son propos est simplement mensonger : « la crise est devenue plus grave, je n'y suis pour rien, mais je dois prendre de terribles et urgentes mesures tandis que mes adversaires électoraux parlent dans le vent... ».

Puis il y va au bazooka. Là, il faut le prendre au sérieux car c'est assez effrayant. Il a été arrogant, menaçant, cynique avec un culot de plomb au nom du chantage à l'emploi et à la dette.

On aurait pu croire que la situation imposait des mesures sociales et de relance : il a annoncé le plus grave programme antisocial depuis 70 ans. Rarement les exigences du Medef, des banquiers, actionnaires et rentiers n'auront été autant satisfaites.

- ▶ Il décide que le code du travail doit s'effacer devant les contrats imposés au cas par cas par les employeurs : au nom du chantage au chômage, les employeurs pourront violer les durées légales du travail et les salaires en vigueur.
- ▶ Les « contrats de compétitivité » auront le pouvoir de s'imposer contre l'état de droit, contre l'ordre public social. Le salarié n'aura plus le droit de se réclamer de la continuité de son contrat pour s'y opposer. Même en cas de chômage partiel forcé et généralisé.
- ▶ Ainsi les 35 h ne seront plus tout à fait une durée légale puisqu'elles pourront être soumises au cas par cas aux accords d'entreprise. Lesquelles pourront ainsi ne plus payer les majorations des heures supplémentaires ce qui fera baisser les salaires (travailler encore plus mais en gagnant moins).
- ▶ La retraite à 62, à 65, à 67 ans s'imposera avec son cortège de décotes, de baisse des pensions, vu que la moyenne d'annuités cotisées actuelle est tombée à 35 annuités.
- ▶ Ainsi les salaires bruts payés par les patrons, les cotisations sociales seront abaissées et les pertes qui en résulteront dans les caisses de protection sociales seront compensées par une TVA que paieront tous les salariés. Il s'agit d'une baisse des salaires bruts d'un côté, d'une hausse de la TVA de + 1,6 % de l'autre côté.

Ce ton arrogant et surjoué utilisé, derrière quelques propos plus patelins et hypocrites, ne doit tromper personne, c'est une attaque sans précédent contre le droit du travail, et expressément contre les syndicats, contre les protections légales et conventionnelles existantes dans le but de « baisser le coût du travail », c'est-à-dire les salaires.

Il faut s'opposer radicalement à lui :

- ▶ La crise, c'est Sa faute, la faute à SON système, la faute à SES amis du Fouquet's, du CAC 40, c'est LUI qui a fait campagne en 2007 sur la déréglementation boursière, en faveur des « subprimes », des prêts hypothécaires, c'est SON monde qui a fait faillite, c'est LUI qui a provoqué la dette (+ 24 points) qui a provoqué le chômage (5 millions) qui a accru les inégalités de façon insupportable.
- ▶ Jamais la France n'a été aussi riche, et les richesses aussi mal réparties, la « crise » est un instrument de chantage des banquiers et rentiers, des actionnaires et employeurs, pour obtenir en force des gains accrus de la part des salariés. Il faut reprendre aux riches et aux spéculateurs les centaines de milliards que Sarkozy leur a donnés depuis cinq ans
- ▶ La crise n'est pas due au coût du travail mais au contraire au fait que les salaires sont trop bas et le travail trop

mal réparti : il faut hausser massivement les salaires et réduire les durées du travail. Vers un Smic à 1700 euros et une durée du travail à 32 h hebdomadaires. Il faut reconstruire un Code du travail qui protège les salariés et refasse de l'emploi régulé, bien payé et contrôlé : contrôle des licenciements, blocage de la précarité, égalité professionnelle salariale femmes hommes, droits syndicaux renforcés.

- ▶ Il faut attaquer frontalement son pillage des richesses pour le compte des riches, s'opposer à sa TVA anti-sociale, à ses attaques contre les cotisations sociales, contre le salaire brut. Il faut, contre tout ce qu'il a fait depuis cinq ans, une révolution fiscale qui corrige tous les pillages, la dette de cinq ans de sarkozysme, et qui fasse rentrer assez de recettes pour relancer l'économie.

Gérard Filoche, dimanche 25 janvier 22 h